

LA MORT DE ROGER SALENGRO

Le mardi 17 novembre 1936, vers 20h30, Roger Salengro rentre dans son appartement du 16 boulevard Carnot à Lille. Après avoir rédigé trois lettres, il calfeutre soigneusement la porte de la cuisine, puis il ouvre l'arrivée du gaz à la gazinière et au chauffe-eau et s'enferme dans la pièce. Le lendemain matin, sa femme de ménage, Madame Renard, trouve son corps allongé sur le sol.

Roger Salengro s'est suicidé à la suite d'une campagne de calomnies d'une extrême violence : « J'ai lutté, de mon côté, vaillamment, mais je suis à bout. S'ils n'ont pas réussi à me déshonorer, du moins porteront-ils la responsabilité de ma mort » écrit-il dans la lettre adressée à Léon Blum, Président du Conseil.

Quatre-vingt-dix ans après cet événement tragique, il n'y a pas d'éléments nouveaux à apporter : toute la lumière a été faite sur la vacuité des accusations de désertion et de trahison qui l'ont accablé. Néanmoins la recherche historique a progressé sur la compréhension de la dynamique de l'affaire Salengro.

On présente l'extrême-droite comme à l'initiative de l'offensive contre le maire de Lille et ministre de l'Intérieur du gouvernement de Front populaire. Certes, les ligues extrémistes et leurs journaux sont au cœur des attaques. Cependant, il ne faut pas oublier que les premières attaques sont lancées par Henri Becquart dès juillet 1936. Issu d'une famille d'industriels, Becquart vient d'être élu député de Lille en mai 1936. Il appartient à la Fédération républicaine, parti de la droite classique. Les connexions entre les différentes familles politiques sont puissantes : l'agitation ligueuse relaie dans la rue l'opposition parlementaire. Malgré toutes les preuves de la bonne foi et de l'innocence de Salengro apportées lors du débat organisé à la Chambre des députés le 13 novembre, il se trouvera tout de même 63 députés pour voter contre l'ordre du jour du gouvernement.

D'autre part, la victoire électorale du Front populaire s'est accompagnée d'un très puissant mouvement social en mai-juin 1936 : deux millions de travailleurs du secteur privé se mettent en grève. Jamais en France, on n'a atteint un tel niveau de mobilisation. De plus, dans la plupart des cas, ces grèves s'accompagnent de l'occupation des lieux de travail quels qu'ils soient : les mines de charbon, les usines automobiles, les grands magasins... Pour le patronat et l'ensemble des élites, c'est l'origine d'un profond traumatisme qui leur fait croire que la révolution est en marche, alors même que, pour la première fois, un socialiste va prendre la tête du gouvernement.

On a peine à imaginer aujourd'hui le niveau d'exaspération et de colère de ces milieux sociaux pendant cette année 1936. Tout est bon pour lutter contre un gouvernement qui ne fait pas respecter le droit de propriété et n'envoie pas les forces de l'ordre évacuer les lieux de travail.

Roger Salengro est donc une cible de choix, mais elle n'est pas la seule : Léon Blum et plusieurs ministres de son gouvernement sont également visés par des campagnes de presse calomnieuses. D'ailleurs, la lecture des débats parlementaires de l'époque porte la trace de la violence de ces tensions.

En s'en prenant à Roger Salengro, la droite, dans toutes ses composantes, vise d'abord l'homme qui cherche à résoudre les conflits du travail autrement que par la force : il joue un rôle majeur, aux côtés de Blum, pour obtenir la signature des accords de Matignon le 8 juin 1936. Les importantes concessions patronales vont contribuer à la résolution de la crise sociale. Surtout, il s'active sur le terrain dans les semaines qui suivent pour mettre fin aux grèves persistantes, toujours par la négociation jamais par la répression.

La droite vise aussi l'homme qui signe également les décrets de dissolution des ligues factieuses, responsables en particulier des émeutes sanglantes du 6 février 1934 à Paris. Tous ces mouvements, considérés comme des organisations fascistes, disparaissent.

Homme fort du gouvernement et possible remplaçant de Blum, Salengro doit être discrédité. On peut ajouter qu'un opposant comme Henri Becquart a un intérêt personnel à affaiblir un homme qui est son principal adversaire local. En effet, la droite lilloise ne se remet pas de la perte de la mairie en 1919. Devenu maire en 1925, Roger Salengro a déployé une politique ambitieuse pour faire de Lille une grande métropole : construction d'un grand hôpital, d'une foire commerciale ; politique active en matière de logement... et achèvement de l'hôtel de ville et de son beffroi en 1932.

Pour nuire à Salengro, Becquart puisera d'abord dans l'argumentaire développé dans les années 1920 par les communistes du Nord. Ils sont les premiers à lancer l'accusation de désertion contre Salengro. Il est vrai que les relations entre les deux partis de gauche, SFIO et PCF, sont particulièrement difficiles après la scission de Tours de 1920. Tous les moyens sont bons pour affaiblir celui qui dirige aussi le parti socialiste SFIO dans le département du Nord.

La mort tragique de Roger Salengro est révélatrice du climat politique et social qui prévaut en France en 1936. Bien loin des clichés sur les congés payés et les bals musettes, elle témoigne de la violence des tensions qui parcourent la société française.

Jacques Staniec